



# COMMUNE DE BROC

## REGLEMENT RELATIF AUX HEURES D'OUVERTURE DES COMMERCES

L'assemblée communale de Broc

**Vu :**

La loi du 25 septembre 1997 sur l'exercice du commerce (LCom) (RSF 940.1) et le règlement du 14 septembre 1998 sur l'exercice du commerce (RCom) (RSF 940.11);

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) (RSF 140.1);

**Edicte :**

	<b>Article premier.</b>
<i>But</i>	Le présent règlement a pour but d'élargir, dans les limites fixées par le droit cantonal, les heures d'ouverture ordinaires des commerces.
<i>Ouverture noc-turne</i>	<b>Art. 2</b>
<i>a) Vente hebdomad aire</i>	Chaque vendredi, sauf dans le cas où il s'agit d'un jour férié, l'heure de fermeture pour l'ensemble des commerces peut être fixée à 21 heures, moyennant une demande écrite adressée au Conseil communal.
<i>b) Co mmerce de denrées ali- mentaires</i>	<b>Art. 3</b>
	Sur requête préalable, le Conseil communal peut autoriser l'ouverture nocturne du lundi au samedi, exception faite des jours fériés, de certains commerces permanents de vente de mets et de boissons à l'emporter.
<i>c) Manifes- tations particulier es</i>	<b>Art. 4</b>
	A l'occasion de fêtes ou de manifestations particulières, le Conseil communal peut, sur requête, accorder d'autres autorisations exceptionnelles d'ouverture nocturne.
	<b>Art. 5</b>
<i>Ouverture dominicale</i>	<sup>1</sup> Peuvent être ouverts le dimanche et les jours fériés, de 6 à 19 heures : a) les commerces spécialisés dans l'alimentation tels que boulangeries, pâtisseries, laiteries, boucheries, épicerie et les commerces liés aux stations d'essence au sens de l'article 7b al. 2 de la loi sur l'exercice du commerce; b) les kiosques et les commerces de tabac et de journaux; c) les commerces de fleurs; d) les expositions d'objets d'art; e) les stations de lavage de véhicules et les stations d'essence. <sup>2</sup> En plus des cas visés par l'alinéa 1, le Conseil communal peut, sur requête préalable, autoriser une ouverture dominicale pour les foires, comptoirs et autres manifestations analogues.
<i>Application</i>	<b>Art. 6</b>
	<sup>1</sup> Le Conseil communal est chargé de l'application du présent règlement.

<sup>2</sup> Il veille également au respect des dispositions contenues dans le chapitre 2 de la loi sur l'exercice du commerce et relatives aux heures d'ouverture des commerces.

<sup>3</sup> Il peut, par un règlement administratif, déléguer sa compétence à l'un de ses services, conformément à la loi sur les communes (LCo), sous réserve des cas visés par l'article 7 al. 2.

### Art. 7

*Santé de  
travailleurs*

Le respect des prescriptions spéciales en matière de durée du travail, de repos et de protection de la santé des travailleurs demeure expressément réservé.<sup>1</sup>

### Art. 8

*Sanctions*

<sup>1</sup> Les infractions aux dispositions cantonales et communales en matière d'heures d'ouverture des commerces sont punies d'une amende jusqu'à 20'000 francs, ou jusqu'à 50'000 francs en cas de récidive dans les deux ans à compter du moment de l'infraction, conformément aux articles 36 let. c et 37 al. 2 de la loi sur l'exercice du commerce.

<sup>2</sup> L'amende est prononcée par le Conseil communal conformément à la procédure prévue par la LCo.

### Art. 9

*Voies de droit*

<sup>1</sup> Les décisions prises par le Conseil communal ou par un de ses services peuvent, dans les trente jours, faire l'objet d'une réclamation auprès du Conseil communal.

<sup>2</sup> Les décisions sur réclamation sont sujettes à recours auprès du Préfet dans les trente jours.

### Art. 10

*Abrogation*

Toute disposition antérieure, concernant les heures d'ouvertures et de fermeture des commerces, est abrogée et remplacée par le présent Règlement.

### Art. 11

*Entrée en  
vigueur*

Le présent Règlement entre en vigueur dès son approbation par l'autorité compétente.

Approuvé par le Conseil communal  
séance du 3 décembre 2013

Adopté par l'Assemblée communale en  
du 9 décembre 2013

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

L'attestent :

Le Syndic :



La Secrétaire :

Le Syndic :

La Secrétaire :

S. Sudan

A. Leuzinger

S. Sudan

A. Leuzinger

Approuvé par la Direction de la sécurité et de la justice, le 10.4.2014

Erwin Jutzet  
Conseiller d'Etat, Directeur

<sup>1</sup> article exigé par la DSJ en date du 3.2.2014